

Des voix: Bravo!

● (1432)

M. Wise: N'est-il jamais arrivé au ministre de penser qu'il avait peut-être atteint son but, si jamais il en eut un, après toutes ces années, et que dans l'intérêt de . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député veut interroger le ministre il devra faire en sorte que sa question prête moins à la controverse.

M. Wise: Le ministre n'a-t-il jamais envisagé d'abandonner avec grâce son portefeuille de ministre de l'Agriculture?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je fait tout avec grâce, bien sûr.

DEMANDE DE PROTECTION DES INTÉRÊTS DE L'INDUSTRIE AGRICOLE AUX NÉGOCIATIONS DU GATT

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais également poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme les agriculteurs craignent entre autre, au point de vue commercial, qu'au cours des négociations du GATT actuellement en cours à Genève on risque de sacrifier l'agriculture en échange de concessions dans d'autres secteurs de l'économie; le ministre est-il prêt à affirmer sans équivoque que l'on traitera séparément de l'agriculture, et qu'elle ne servira pas à des échanges avantageux pour d'autres secteurs de l'économie?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député sait sûrement que le commerce agricole est plus libre au Canada que dans n'importe quel autre pays. Certains Américains nous ont parlé ici de libre échange, et de tout le reste, mais s'ils laissaient leur commerce aussi libre que l'est celui de nos produits agricoles nous n'en demanderions pas plus car leur pays est notre plus important associé commercial. C'est ce que nous faisons valoir. Je n'ai pas l'intention de trahir l'agriculture.

L'INDUSTRIE HORTICOLE—L'APPUI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU TARIF AUX NÉGOCIATIONS DU GATT

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, à moins qu'on n'adopte certaines mesures pratiques au niveau des échanges, certains secteurs de l'industrie horticole du pays risquent de s'effondrer dans un avenir très proche si des négociations sérieuses n'ont pas lieu à Genève. Peut-être le ministre de l'Agriculture ou le ministre des Finances pourrait-il dire à la Chambre si l'équipe de négociations appuie avec force les recommandations de la Commission du Tarif en ce qui a trait à l'horticulture?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le rapport de la Commission du Tarif a été approuvé par l'industrie horticole. Ses représentants ont dit qu'ils acceptaient le rapport et pratiquement chacune des suggestions qui s'y trouvent. J'en suis heureux. D'ailleurs, nous n'avons pas non plus l'intention de n'en tenir aucun compte. Pour notre part, c'est une chose que nous attendions depuis longtemps. Il aura fallu trois ans pour le rédiger. C'est ce que nous désirions, et si nous avons besoin de l'appui des provinces, et cetera, je crois savoir que nous jouissons de tout l'appui nécessaire pour faire des recommandations au gouvernement. Nous rencontrerons les représentants du gouvernement pour discuter de cela de façon plus détaillée. On nous a déjà soumis des mémoires, et si les députés ont quelque recommandation autre que celles

déjà soumises par la Commission des tarifs, je serais heureux de les recevoir.

Questions orales

* * *

LES GRAINS

DEMANDE D'INVITATION AU CANADA DES ACHETEURS DE GRAIN RUSSES DANS LE BUT DE LEUR VENDRE DU BLÉ

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Étant donné la forte demande mondiale de grains, le ministre a-t-il l'intention d'inviter la mission soviétique actuellement en visite aux États-Unis à venir au Canada dans le but de négocier avec elle des ventes au prix actuellement en vigueur sur les marchés internationaux?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les relations entre les Soviétiques et la Commission canadienne du blé sont excellentes. Presque invariablement, les Russes communiquent avec la Commission avant de s'adresser ailleurs dans le monde. Résultat: nous avons déjà vendu environ 4 millions de tonnes de blé à l'Union Soviétique cette année.

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse, mais afin de nous dédommager des pertes que nous avons subies en vendant parfois au-dessous des coûts de production, j'aimerais lui réitérer ma requête d'inviter cette mission au Canada afin de passer des contrats au prix en vigueur sur les marchés mondiaux qui, comme le ministre le sait, se situe actuellement à \$1 de plus qu'au moment où nous avons vendu.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je puis garantir au député que l'Union Soviétique et la Commission canadienne du blé sont en communication constante. Chaque fois que possible, des ventes supplémentaires ont lieu; d'ailleurs l'une d'elles est toute récente et j'en ai tenu compte quand j'ai mentionné tout à l'heure les 4 millions de tonnes vendues. Je crois que contrairement aux autres porte-parole de son parti, le député se joindra à moi pour féliciter la Commission canadienne du blé de ses efforts vigoureux et soutenus.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGRICULTURE

LES EFFETS DE LA FERMETURE DE FABRIQUES DE SUCRE DE BETTERAVE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Je suis convaincu qu'aucun député n'a dû oublier qu'il y a quelques années, le gouvernement d'en face a laissé mourir l'industrie de la betterave sucrière dans le sud-ouest de l'Ontario, et que les efforts du ministre actuel pour la remettre sur pied ont lamentablement échoué. Peu de temps après, le prix du sucre est passé à \$1 la livre. Il se trouve maintenant qu'une fabrique de sucre de betterave est sur le point de fermer dans la circonscription du député de Lethbridge. Est-ce que le ministre peut nous assurer que le prix du sucre ne va pas monter à \$1 la livre après sa fermeture? Car c'est ce qui arrive apparemment quand il n'arrive pas à protéger les producteurs du secteur primaire.